Les enjeux du développement dans les communes de Moutourwa, Mindif, Mokolo et Gazawa

MEDZO Danielle Francine –*Université de Bertoua*

DOI : 10.66637/firr10ba8j

Résumé

Les communes de Moutourwa, Mindif, Mokolo et Gazawa partagent un grand nombre de défis de développement dont la pauvreté, la résilience climatique, sécuritaire et l'enclavement. Dans un contexte de décentralisation, celles-ci bénéficient d'initiatives de développement qui peinent à avoir un impact significatif. Cet article nourrit l'objectif de comprendre la place des échanges, des relations et des interactions dans le processus de développement. Concrètement, il examine le niveau d'information des populations, leur intérêt, leur participation à la problématique du développement de leur commune d'appartenance, le degré de pénétration de ce concept et leur niveau de satisfaction. Le problème qui se pose est celui savoir pourquoi les stratégies de communication initiées par certains organismes de développement sur le terrain se retrouvent frappées d'un coefficient de controverses et partant d'inefficience ? Autrement dit la question se pose de savoir pourquoi les populations ne participent pas aux projets de développement de leur localité ? Un échantillon de 149 personnes enquêtées par la méthode boule de neige permet d'arriver à nos fins. Sous le prisme de la théorie culturaliste, de la théorie cybernétique de la communication et de l'organisation communautaire, notre perspective d'analyse fait intervenir, les données quantitatives que qualitatives, historiques, et documentaires à l'effet de comprendre la sous participation de celles-ci à ce processus et proposer des pistes de solutions pour une meilleure implication de la population.

Mots clés : État, Enjeux, Communication, Communes, Développement local participatif.

Abstract

The municipalities of Moutourwa, Mindif, Mokolo and Gazawa share a large number of development challenges, including poverty, climate and security resilience issues, and isolation. Within a context of decentralization, these municipalities benefit from development initiatives that struggle to achieve significant impact. This article aims to understand the role of exchanges, relationships, and interactions in the development process. Specifically, it examines the level of information available to local populations, their interest in and participation in development issues within their municipalities, their sense of belonging, the degree to which this concept has penetrated local communities, and their level of satisfaction. The central question addressed is why communication strategies initiated by certain development organizations in the field are often marked by controversy and, consequently, inefficiency. In other words, why do local populations fail to participate actively in the development projects of their communities? A sample of 149 respondents selected through the snowball sampling method was used to achieve the study's objectives. Drawing on culturalist theory, cybernetic communication theory, and community organization theory, the analysis combines quantitative and qualitative, historical, and documentary data. The goal is to understand the under-participation of local populations in this process and to propose solutions for greater community involvement.

Keywords: State, Challenges, Communication, Municipalities, Participatory Local Development.

Introduction

La présente étude est une analyse autour de la nécessité d›appropriation en milieu rural du processus de développement participatif qui suscite un certain nombre de questionnements. Se situant davantage au pôle récepteur, il est question de mesurer l'impact au fil des ans du processus de développement participatif appuyé par le contexte de décentralisation à travers une investigation de la communication de la MIDIMA (Mission de Développement Intégré des monts Mandaras), du PNDP, du FEICOM (Fonds spécial d'Equipement et d'Intervention inter Communal) et du MINDDEVEL(Ministère de la Décentralisation et du Développement Local), organismes étatiques de développement. La MIDIMA est un levier de développement tous azimuts dans la cette Région. D'abord géographiquement limité dans la zone de Mokolo, Mora, Méri …l'État [1]a trouvé nécessaire d'en faire une mission pérenne à échelle régionale. Il se démarque ainsi du Programme National de Développement Participatif, mis en place en 2004 pour trois phases avec un bilan peu reluisant. La volonté pour l'État de pérenniser le développement local constitue donc une avancée bien que plusieurs défis y soient encore à relever, sur l'initiation, la planification et la réalisation des projets de développement communautaires dans leurs communes d'intervention. Le problème central est de savoir pourquoi les stratégies de communication initiées par ces différents organismes de développement se retrouvent frappées d'un coefficient de controverses et partant d'inefficience ? Ce travail, vise donc à évaluer au-delà de l'intérêt des populations sur la question, le degré de pénétration de la communication pour le développement dans la conscience collective, le niveau d'information des bénéficiaires de ces organismes de développement c'est-à-dire les populations. Plus précisément, il est judicieux d'interroger le dynamisme de la communication de la MIDIMA, du PNDP[2] , du FEICOM et du MINDDEVEL sur les populations. L'objectif ainsi poursuivi est sous-tendu par une double préoccupation : d'une part, observer notre auditoire dans ses attitudes, et ses comportements, ses opinions sur le concept et le processus de développement participatif afin de situer la nature du rapport entre émetteur et récepteur, d'autre part nous interroger sur les sources d'influences observables qui agissent sur ce rapport.

Sous le prisme de la théorie culturaliste, de la théorie cybernétique de la communication et de l'organisation communautaire, il sera question de toucher les points névralgiques du problème pour en extraire des propositions de solutions. Un échantillon de 149 personnes enquêtées par la méthode boule de neige permettent d'arriver à nos fins. Celui-ci est repré-

1 Par le truchement du MINEPAT (Ministère de l'Economie de la Planification et de l'Aménagement du Territoire)

2 PNDP (Programme National de Développement Participatif)

[3](Moutourwa : 31062 hab sur 605 km2, Mindif : 67426hab sur2450km2, Mokolo : 16000hab sur 1650 km2, Gazawa : 33060 âmes sur 180 km2. Données de 2020)

sentatif de la population à l'étude soit le millième de la population de ces quatre communes (population estimée à 149000 hab.

Notre perspective d'analyse nous invite à faire intervenir, aussi bien les données quantitatives que qualitatives, historiques, et documentaires. Une telle démarche peut difficilement être fructueuse sous le prisme d'une seule technique d'enquête. D'où notre recours à la méthode de triangulation combinant pour le cas d'espèce : l'observation directe et indirecte, l'analyse de contenu, le questionnaire et les entretiens, pour appréhender et analyser les différentes structures de communication mises en route. La première partie est un ancrage théorique et méthodologique du sujet. La deuxième expose les indicateurs qualitatifs et quantitatifs de la perception des organismes étatiques de développement par les populations. La troisième est une discussion qui propose ensuite des pistes de remédiation aux problèmes.

1. Ancrage théorique et mérhodologique

La recherche sur le partenariat État- Communes et Développement implique de montrer dans un premier temps l'ancrage théorique et méthodologique qui fondent l'examen des enjeux de développement dans les communes étudiées.

1.1. Ancrage théorique :

Une étude approfondie des concepts et théories qui forment l'ensemble de ce travail est nécessaire. L'on ne saurait parler de développement local sans d'abord comprendre le développement dans son approche générale. C'est ainsi que nous abordons ses définitions catégorielles, scolastiques, historiques, et idéologiques du développement, le développement local, le concept de décentralisation, moteur et fondement du développement local, le culturalisme, la théorie cybernétique et celle de l'organisation communautaire.

-Le Développement

Le développement dans le sens général se réfère à l'ensemble des transformations structurelles qui améliorent la qualité de vie et accompagnent la croissance économique. Ce concept est examiné sous divers angles : catégoriel et scolastique, historique, idéologique… Sous l'angle catégoriel puisque c'est celui qui intéresse davantage notre sujet, l'on note le développement économique, humain et durable.

Le développement économique est considéré comme un processus et comme un résultat selon l'économiste Rostow[3]. Tout en distinguant la croissance du développement, il le définit comme un faisceau de transformations qui modifie les comportements, intègre le progrès des connaissances, l'amélioration des qualifications, le

3 (Walt Whitman Rostow .» ''Les cinq étapes de la croissance économique '' Paris le seuil, 1970, P15)

savoir-faire industriel, et modifie les anticipations dans le sens de la croissance économique.

Le développement humain quant à lui est un processus qui conduit à l'élargissement de l'éventail des possibilités offertes[4]). Cette définition englobe l'amélioration du revenu, la bonne santé, l'exerce de la créativité bien plus que la frénésie de l'acquisition des biens matériels et l'accumulation des richesses et intègre l'espérance de vie, le niveau de vie et le niveau d'instruction. De même, l'OCDE [5] calcule l'indice de bien être». Cet indice intègre aussi : le niveau de consommation marchande par habitant, la dépense publique par habitant, la durée du travail, le niveau d'équipement, les dépenses de recherche et de développement, les ressources naturelles disponibles, les inégalités de revenus, les risques de chômage, de maladie et de pauvreté, le coût social de la dégradation de l'environnement. En ce qui concerne le développement durable l'organisation des Nations Unies (ONU) le définit comme celui qui « *répond aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à répondre aux leur*s ». [6]Le développement durable a donc une conception du développement, respectueuse de l'environnement. Il implique de ne pas gaspiller les ressources. Apparue de manière officielle en 1987 dans le rapport Gro Harlem Bruntland[7], alors Premier ministre de Norvège, cette préoccupation a gagné le monde entier. Depuis lors, les pouvoirs publics travaillent pour rapprocher trois univers qui se sont longtemps ignorés : l'économie, l'environnement et le social.

Dans une approche scolastique l'on retrouve l'école anglo-saxonne et l'école francophone**.** La première met en avant le problème d'équilibre entre courtes et longues durées et entre les principales grandeurs de l'économie nationale (la croissance, l'inflation, l'équilibre budgétaire, commercial, le chômage pour ne citer que les plus importants). Cette approche quantitative réduit l'étude de développement à celle du PiB[8]. John Bruton cité par Pierre Gaudron pour sa part souligne que 'le développement est une notion multidimensionnelle et importante mais il n'est pas nécessaire de rechercher avec insistance une mesure multidimensionnelle'[9] La seconde se focalise sur l'étude qualitative des phénomènes qui concourent au développement. François Perroux le définit ici comme la combinaison des changements mentaux et sociaux d'une population qui la rendent apte à faire croitre cumulativement et durablement son produit réel et global[10] .

4 PNUD, Rapport mondial sur le développement humain de 1992, Bernard Cazes, politique étrangère , vol 58 num 1, 1993, https://www.persee.fr

5 OCDE, Orientation du CAD sur le participatif et la bonne gestion des affaires publiques. OCDE (GA /93/191, Paris 1993.

6 www.un.org sustainabledevelopment ?https://www.aehnetwork.org)

7 Harlem BrunDtland, notre futur commun, Rapport de la commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1987

8 (Simon Kuznet, Croissance et structures économiques, Paris Colman Levy 1972. Prix Nobel d'économie 1971

9 (Pierre Gaudron, *Economie du développement*, Paris Hachette, 1995)

10 (François Perroux et Jeanne Emile, théorie général du

Il y a dans ces approches, des préoccupations d'ordre sociologique, physiologique et bien entendu économique.

L'approche historique de ce concept porte la marque de l'histoire car la notion du développement a longtemps été influencée par le temps et les circonstances. À partir du XVIe siècle, le concept de développement commence avec la découverte de l'Afrique et les grandes découvertes occidentales. Il va donc s'ériger en idéologie universellement acceptée. L'enjeu central était de mettre en exergue la supériorité de la civilisation occidentale sur les autres socialités. C'est ce qui a abouti à la déconsidération par les Africains eux-même des pratiques générales et des outils de communication crées par l'Afrique. Les progrès réalisés par l'occident à la suite de la reconstitution de l'Europe par le plan Marshall ont favorisé la consommation de masse, l'augmentation de la production pendant que le reste du monde restait en marge. C'est cette fusion qui va entretenir au sein de l'ONU le concept de sous-développement, l'inquiétude et la sollicitude des pays riches vis-à-vis des pays pauvres. Le développement devient donc synonyme de bien être, de niveau de vie élevé, d'efforts d'accès à un niveau semblable à celui du monde occidental.

Toutes ces approches du concept de développement sont la richesse que l' État apporte aux populations des communes étudiées et qui se confronte à une notion d'incompréhension entre l' État et les bénéficiaires.

- Le développement **local et participatif**

Pour Jean Pierre Chauveau, Philippe Lavigne Delville et al le développement participatif désigne le champ de l'aide au développement. C'est une approche opérationnelle qui cherche à susciter dans un espace donné l'implication des récipiendaires de l'aide dans la conception et la mise en œuvre des interventions[11] . Par [12]extension, il sert aussi à qualifier la manière normative dont le processus de changement vis-à-vis de certaines valeurs de démocratie, d'éradication de la pauvreté, de bonne gouvernance se met en place. C'est un ensemble d'approches techniques qui ont en commun de valoriser l'implication des populations et des partenaires au développement. Il y'a là l'idée d'une action menée avec l'appui des acteurs extérieurs pour moderniser, transformer, autonomiser, régénérer les communautés dont les capacités propres d'évolutions sont entravées par des circonstances particulières. Il promet les transformations sociales structurelles. Ce travail met en avant son pôle bureautique ou misérabiliste qui met en relief les manquements des acteurs locaux et le rôle déterminant des agents externes et son pôle populiste qui valorise les sociétés locales, leur savoir-faire, leurs ca-

progrès économique en Annales Economiques, sociales, civilisation 13e année N 1 1958.)

11 (JP Chauveau et Philippa Lavigne Delville, développements participatif en ….. avec Barbier R. Blondeau Chateauray Nand …)

[10](https://researchgate.net)

12 Jean Pierre Chauveau, Philippe Lavigne Delville, développement participatif in Casillohttps:/www.decopart.fr/es/dico/developpement-participatif) ,

pacités et met en cause l'intervention externe pour montrer que la combinaison de ceux-ci est nécessaire pour produire des résultats visibles sur le terrain.

La décentralisation, moteur du développement local participatif

Le concept de décentralisation part du principe que pour amorcer un développement local et participatif, il faut accorder un certain pouvoir à des collectivités locales reconnues par la constitution. Par décentralisation on entend la redistribution des compétences administratives de l' État central au profit d'autres instances ou de pouvoirs locaux. Selon Le Roy[13], elle tient d'un système d'organisation administrative et de gestion par lequel l' État accorde à d'autres entités légalement reconnues, la personnalité juridique, l'autonomie administrative, financière et de gestion. L'objectif poursuivi est de rapprocher la décision politique de la population et dont les intérêts sont non contradictoires à l'intérêt national.

La communication

La communication selon Jean Cazeneuve[14] la communication est un échange de messages entre un émetteur et un récepteur individualisé ou non. Eric Maigret[15] pour sa part fait de la communication, un phénomène naturel, culturel et créatif. Le niveau naturel est celui des mécanismes fondamentaux de communication. Le niveau culturel est celui de l'expression des identités et des différences. Le niveau créatif est celui de l'amélioration des conditions de communication dans la vie en société.

Le cadre opérationnel de la décentralisation au Cameroun

La révision constitutionnelle du 18 janvier 1996 dispose, en son article I[er] «*Le Cameroun est un État unitaire décentralisé*». De ce fait, la constitution consacre le caractère décentralisé de l' État, définit le régime juridique et en énonce les principes généraux. Le découpage administratif se présente ainsi qu›il suit : 10 Régions, 58 Départements et 360 Arrondissements et se construit autour d'un certain nombre de dispositifs: un dispositif juridique, constitutionnel, d'appui technique, d'appui financier et le rôle inter facial des organismes de développement. Le dispositif juridique est fondé sur deux lois fondamentales: la loi N°:96/06 du 18 janvier 1996 portant révision de la constitution au 02 juin 1972 en son titre 10 traitant des collectivités locales décentralisées. L'on note aussi, la loi d›orientation de la décentralisation N° :2004/017 du 22 juillet 2004 qui fixe les règles générales applicables. Enfin, ce cadre opérationnel est régi par la loi num 2019/024 du 24 décembre 2019 portant code général des collectivités territoriales décentralisées (CTD)[16] qui organise le transfert des compétences. Son étude permet d'avoir une bonne connaissance des objectifs, enjeux, stratégies des outils et

13 Emmanuel Leroy, 1997, gouvernance et décentralisation, Paris, Khartala,
14 https://www.persee.fr
15 journals.openedition.org
16 https://www.uvu.edu

des acteurs, de la décentralisation. Ce cadre opérationnel de la décentralisation a pour mission de promouvoir le développement économique, social, sanitaire, éducatif, cultural et sportif les communes.

La théorie culturaliste :

Le culturalisme est associé à cette recherche pour démontrer la valeur des identités endogènes dans le processus de développement participatif. L'on ne saurait parler de développement en ignorant les racines des localités à développer. Cette théorie s'intéresse à l'influence de la culture sur la personnalité et le fonctionnement psychique. Ruth Bénédict, Abraham Cardiner, et Margaret Mead s'entendent pour donner à la culture le statut d'élément explicatif majeur fonctionnement de la société[17] . Dans ce sens, il est question de montrer l'impact de la culture locale sur l'adhésion aux idéaux de ces organismes de développement. Promoteurs de cette approche, les anthropologues pour reconnaître huit caractéristiques fondamentales à la culture : Elle est le produit d'un apprentissage, le dérivé de l'environnement biologique, le support des régularités qui peuvent être analysées scientifiquement. Elle est structurée, variable, dynamique, comporte plusieurs facettes et l'instrument qui permet d'ajuster les comportements à l'ordre social[18], . L'enjeu étant de passer d'une administration exogène et centralisée à un développement endogène et communautaire, les peuples moundang, Guiziga, Peuls, Mafa, sont invités à participer activement à la prise de décision pour lutter contre la pauvreté. Le culturalisme permet de transformer le patrimoine immatériel en un levier de croissance. L'approche participative encouragée par ces organes utilise les chefferies, les griots, les leaders d'opinion, les personnes-ressources de ces cultures comme canaux de communication. Elle fait aussi usage des langues locales et des outils de communication de chaque communauté pour faire passer des messages et faciliter l'adhésion populaire.

La théorie cybernétique de la communication :

La théorie cybernétique de la communication de Grégory Bateson fait des communes de Moutourwa, Gazawa, Mokolo et Mindif un réseau sociotechnique. Elle rend l'approche participative fructueuse par une gouvernance de proximité qui favorise des boucles de rétroaction entre ces organismes et les populations. Matérialisé par l'élaboration des Plans Communaux de Développement (PCD) sur le terrain, , les actions de l' État à travers ces organismes s'adaptent en temps réel aux besoins des populations.. Cette théorie qui met l'accent sur les phénomènes d'échanges, d'interactions et d'inter relation entre les acteurs de la communication donne la possibilité aux organismes par le biais des communes d'analyser les besoins des populations, et de moduler les res-

17 Michel Lallement , Histoire des idées sociologiques, 1983, Tome 2, De Parsons aux contemporains, Paris , Nathan, Coll Circa

18 Herskovits Melville, 1948, *Man and his work* : The science of cultural *anthropology,* New York, A. Knopf

sources. Celles-ci ont la possibilité en retour d'évaluer les actions des communes et des organismes et ouvrent la voie à l'autocorrection.

La théorie de l'organisation communautaire :

L'organisation communautaire selon Kramer et Specht, cités par Martine Duperre dans sa communication[19] met l'accent sur les différents moyens utilisés par un agent de changement professionnel. Celui-ci a pour rôle de venir en aide à des systèmes d'action, à s'engager à l'intérieur d'un système des valeurs démocratiques dans une action collective planifiée dans le but de s'attaquer à des problèmes sociaux. Cette intervention est dirigée vers le changement social. Cette théorie est utilisée pour aider les membres à identifier les besoins communautaires, établir des plans de développement, renforcer leur pouvoir d'agir et à les mettre à exécution.

1.2. Ancrage méthodologique :

L'échantillonnage :

L'enquête est faite sur un échantillon de personnes scindées en quatre communes. Il s'agit précisément des communes de Mindif, Moutourwa, Mokolo et Gazawa. La commune de Mindif compte 67426 habitants et s'étend sur une superficie de 2450 km2. Celle de Motourwa a une superficie de 605 km2 pour une population de 31062 habitants. La commune de Mokolo compte 16000 habitants pour une superficie de 1650 km2. La commune de Gazawa quant à elle compte 33060 âmes et s'étend sur environ 180 km2.

La méthode d'échantillonnage boule de neige, qui consiste à diffuser le questionnaire à des personnes connues ayant des caractéristiques que nous recherchons puis, à leur demander de nous indiquer d'autres personnes de profil similaire a été utilisée pour passer les entretiens sur le terrain. Cette méthode d'échantillonnage consiste à tisser et à bien cerner les liens de convivialité dans la localité afin d'avoir une compréhension plus complète du contexte. Notons par ailleurs que cette méthode nous a aidés à nous entretenir avec les femmes que la tradition interdit en général d'échanger avec des inconnus. Ainsi, en choisissant le 1000ème de la population de chaque commune, nous obtenons un échantillon de 149 enquêtés individuels.

Répartition des enquêtés par commune et par sexe :

	Homme	Femme	Total
Moutourwa	22	10	32
Mindif	41	27	68
Mokolo	10	06	16
gazawa	20	13	33
Total			149

En outre, nous avons passé des entretiens avec des personnes-ressources que sont les autorités administratives, les responsables des communes et des organismes de développement concernés. Enfin, nous privilégions l'échantillon accidentel : celui-ci permet d'interroger des per-

19 Martine Duperre : Mobilisation et action collective : Enseignement d'une pratique avancée pour la formation universitaire de 2nd Cycle ; Université Laval lors du deuxième congrès international des formateurs en travail social et des professionnels francophones de l'intervention social du 03 au 07 Juillet 2007

sonnes même sur le vif[20].

La Collecte des données *:*

Les données primaires ont été collectées à travers ces instruments :

Un protocole d'interview a été élaboré pour les élus locaux, les sectoriels et les préfets. Il était opératoire dans notre recherche, car il nous a permis de collecter les informations avec plus de rigueur. Il était question pour nous d'extirper même les informations occultées par nos informateurs.

Un questionnaire pour les populations à la base pour systématiser leur point de vue.

Des entretiens semi-directifs ont été élaborés pour les responsables de ces organismes de développement

D'autres données ont été obtenues à l'aide des entretiens directs avec d'autres personnes-ressources comme les groupes de discussion pour vérifier si les informations collectées lors des entretiens individuels pouvaient produire des occurrences significatives.

Les données secondaires ont été collectées dans les bibliothèques des institutions de recherche académique. Les documents des projets et des communes nous ont également été utiles.

L'analyse des données *:*

Avant de procéder à l'analyse des informations, les données collectées ont été mises en place dans un tableau récapitulant les données de terrain en vue d'une analyse quantitative. Celle-ci a été accompagnée d'une analyse qualitative qui a nécessité un regroupement des données par thème. Après le classement des données, il a été question de faire une analyse statistique qui s'est rapportée aux chiffres concernant principalement les fréquences et le degré d'appropriation de ce concept au sein des communes concernées. Il a été en outre question de procéder à une analyse de contenu des messages aussi variés que les réponses à notre questionnaire, les ouvrages que nous avons consultés. Les saisies et les traitements de textes se sont faits sur Word et Excel.

2. Résultats

Le terrain révèle les indicateurs quantitatifs et qualitatifs : Comme indicateurs quantitatifs l'on note le degré de connaissance, la perception, la fréquence d'information, l'intégration et participation populaire de ces communes aux projets des organismes dits de développement. Comme indicateur qualitatif l'on relève le niveau de visibilité de la communication des organismes de développement sur le terrain, le niveau d'intégration populaire, le niveau d'information des autorités locales…

2.1. Analyse quantitative :

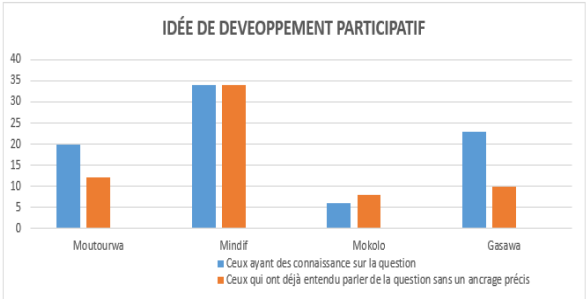
Les études de terrain ont tourné autour des propos recueillis auprès de 149 personnes qui ont accepté de répondre aux questionnaires. Ces réponses ont généré quatre thèmes principaux : l'idée du développement

20 Francis Balle, *Médias et société*, Paris, Montchrestien

participatif et les organismes de développement censés impulser le développement de leur localité, la perception, l'intégration des villageois et leur niveau de satisfaction :

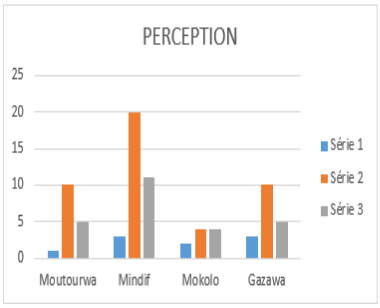
L'idée du développement participatif : Concernant le niveau de connaissance des populations, ceux-ci ont en majorité une idée vague du développement participatif. Plusieurs d'entre eux ont répondu par : « *J'entends souvent parler de cela mais c'est loin de moi.* »

Le niveau de connaissance des organismes de développement reposait sur le fait de savoir quelle connaissance avaient les populations des organismes qui implémentent le développement participatif au sein de leur commune. Très souvent l'on a entendu dire : « *Nous voyons souvent les 4x4 circuler ici avec les logos des entreprises mais nous ne savons pas pourquoi ils viennent* ». D'autres par contre arrivent à citer les organismes bien qu'ils le fassent de façon très approximative. Donc la commune de Moutourwa enregistre 20/32 soit 62,5% des enquêtés qui se sont exprimés clairement sur cette question, le reste disant en entendre parler vaguement et de loin. À Mindif 34/68 soit 50% ont répondu par l'affirmative, le reste ne se sentant pas vraiment concerné. À Mokolo, 6/16 soit 37,5% ont des connaissances sur la question et à Gazawa 23/33 soit 69,6% ont déclaré avoir une idée sur la question.



En tout, cela fait 83/149 soit 55,7% de personnes enquêtées qui ont une connaissance précise du concept de développement participatif.

La perception des populations : La perception des populations des organismes de développement est représentée par la question de savoir quelle image se font les populations de ces organismes. À Moutourwa, 16/ 32 soit 50% enquêtés ont réagi dont une personne ayant une image positive, 10 ayant une image négative et 5 ayant une image neutre. À Mindif, 34/68 soit 50% ont réagi dont 3 (image positive), 20 (image négative) et 11(image neutre). À Mokolo, 6/16 soit 37,5% ont répondu dont 2 (image pos),4 (image nég) et à Gazawa, 23 / 33 soit 69,6% ont donné des réponses dont 3 positives, 10 négatives et 10 neutres. Au total 95/149 soit 63,7% personnes ont apporté des réponses à la question de la perception avec une écrasante majorité de personne ayant une perception négative. Les populations manifestent plutôt frustration et indifférence face à ces organismes se sentant eux même ignorés et manifestants le fait que leurs besoins ne sont pas pris en compte.



Série 1 : image positive : 9

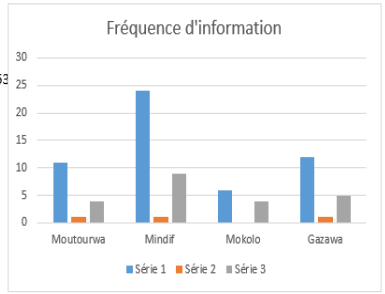
Série 2 : image négative : 44

Série 3 : image neutre : 26

Série 1 : pas de période précise : 53

Série 2 : mensuelle : 3

Série 3 : annuelle : 27



Au total, dans les communes étudiées, 9/149 personnes soit un pourcentage de 6% des enquêtés ont une idée positive du processus de développement participatif en cours, 44/149 soit 29,5% en ont une idée négative et 26/149 soit 17,4% se disent neutres par rapport au sujet.

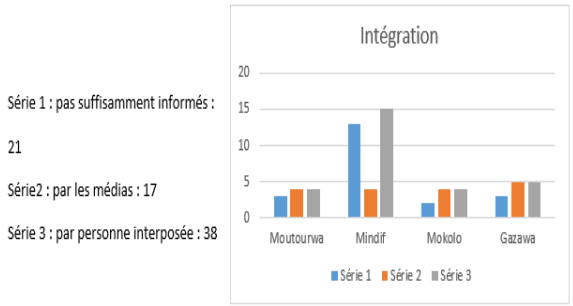
La fréquence d'information :

À Moutourwa, 16/32 soit 50% ont apporté des réponses : 11 sont informés sans périodicité précise, une personne déclare être informée rmensuellement et 4 en sont informés annuellement À Mindif 34/68 soit 50% s'expriment dont.24 n'expriment aucune périodicité, 1 mensuellement et 9 annuellement. À Mokolo ,10 /16 soit 62,5% s'expriment : 6 n'expriment aucune périodicité, 0 mensuellement et 4 annuellement. À Gazawa, 23/ 33 soit 69,6% dont 12 n'expriment aucune périodicité, 1 mensuellement, 10 annuellement. Ces données montrent que la fréquence d'information des populations aléatoire. Ce qui révèle le manque de planification stratégique des projets de communication de ces organismes. Leurs actions éparses de communication ne favorisent pas l'implication des bénéficiaires.

La question de la fréquence d'information révèle en tout 3/149 soit 2,01% enquêtés qui disent être informés mensuellement, 27/149 soit 18% le sont annuellement et 53/149 soit 35% le sont sans une périodicité précise. Ces chiffres alarmants traduisent clairement le manque de plan de communication suivi au sein de ces communes. Les actions de communication sont posées de manière éparse et non encadrée.

L'intégration des populations : La perception étant déjà négative, logiquement la question de l'intégration emboitera le pas. À Moutourwa, 11/32 soit 34,3% enquêtés ont réagi à cette question : 3 personnes disent ne jamais être informés, 4 en entendent parler dans les médias et 4 disent être informés par personnes interposées. À Mindif, 32/68 soit 47,05% personnes s'expriment dont 13 qui disent ne jamais être informés, 4 en entendent parler dans les médias et 15 déclarent être informés par personnes interposées. À Mokolo, 8/16 soit 50% ont réagi dont 2 déclarent ne jamais être informés, 4 en entendent vaguement parler dans les médias 4 sont informés par personnes interposées. À Gazawa 23/33 soit 69,6% ont répon-

du avec la répartition ci- après : 3 personnes disent ne jamais être informés, 5 en entendent parler dans les médias ,15 en sont informés par personnes interposées.



Au final, la question de l'intégration populaire montre que 21/149 soit 14% des personnes disent ne pas être suffisamment informés, 17/149 soit 11% le sont vaguement par les médias, 38/149 soit 25% le sont par personnes interposées. Cela signifie que 50% des enquêtés reçoivent l'information d'une façon ou d'une autre sans précision sur la date de la tenue des réunions communautaires. L'on comprend dès lors la sous-participation populaire aux projets de développement

2.2. Analyse qualitative :

Toute activité socio-économique semble reposer sur une combinaison binaire. Dans ce cas précis : Le développement est la matière première, source d'énergie et la communication, le moyen de transport, vecteur de l'énergie. Toutefois celle manquent cruellement entre gouvernants et gouvernés, c'est-à-dire entre émetteurs et récepteurs :

L

Une communication peu visible sur le terrain

. La communication est le point de départ de tout processus de développement participatif .C'est à ce titre que les communes et les régions sont dotées de plans de développement qui constitue pour ainsi dire la boussole de la .commune en termes de développement. L'on devait donc y retrouver un plan de communication qui devait commencer par une analyse diagnostique de la situation. Il devait se poursuivre avec la détermination de la problématique de communication de la zone et la mise en route des différents plans de campagne correspondant au niveau de pénétration du concept et d'implication des populations. Toutefois, la communication de ces organismes de développement est marquée par le manque de planification d'une communication soutenue. En réalité l'on assiste à une négligence du rôle crucial de la communication et partant de la participation effective des populations à leur développement. Grégory Bateson avec sa théorie cybernétique de la communication le démontre. Une communication qui ne tient pas compte du champ psychologique des récepteurs, qui ne priorise pas le feed-back, qui ne considère pas le partenariat État- Commune et Développement local comme un système dans lequel les perturbations d'un élément entraînent les perturbations de tout le système, n'en est pas une. C'est tout simplement de l'information.

Manque d'implication et de participation de la population :

Leur implication est subsidiaire parce que les projets sont pensés et initiés depuis le sommet de ces organismes. Les cellules de communication y sont quasi inexistantes. Il y'a un déficit criard de personnel formé en la matière. Comme résultat l'on aboutit à la mise en route des actions de communication éparses et décousues des aspirations des populations. Celles-ci sont d'ailleurs sollicitées au bout de la chaine au moment de l'exécution du projet et n'en comprennent véritablement pas l'enjeu. La question de la participation et de l'implication des populations est à prendre très au sérieux quand on observe les taux d'insatisfaction et de mauvaise perception des populations concernées. La transparence par l'information, la communication, la restitution et le feedback est un élément d'appréciation d'un plan communal de développement mais semble ne pas être considérés à leur juste valeur**.** .Il faut aussi noter que la fonction de maire ne requiert pas au Cameroun des compétences académiques ou professionnelles élevées.

L'information insuffisante des autorités locales:

De plus, les Maires ne sont pas formés à la chose du développement ni à la communication. Tous ces handicaps font des mairies, juste des instances de pouvoirs sur les populations sans une expertise avérée à l'école du développement. Ces organismes émetteurs , la ressource, le cerveau et l'initiateur du changement pour un mieux-être des populations, se devaient, sur la base de programmes soutenus et à long terme , non seulement d'utiliser le canal des mairies , mais aussi transmettre des messages radio, organiser des débats citoyens à la radio << É*chos des montagnes de Mokolo*>>dont l'émission des ondes atteint la frontière avec le Nigeria .Lors des descentes effectuées sur le terrain, les populations ont sollicité que ces entreprises fassent une communication' 'porte-à-porte'' comme c'est souvent le cas lors de recensements de la population ou des larges campagnes de vaccination.

L'insuffisance de la communication des organismes de développement :

L'on ne reconnaît pas aux projets de communication un statut de projets à part entière. On les considère comme des sous-projets, des moyens d'atteindre d'autres objectifs plus importants. Cela est perçu comme une plus-value qui coïncide simplement avec l'esprit et les intentions de leurs interventions. Ces organismes considèrent la communication comme un moyen de promouvoir les objectifs de développement et mettent davantage l'accent sur l'aspect technique et opérationnel des réalisations. Dans cette logique, le soutien des médias et la dynamisation de la communication dans toutes ses facettes ne relèvent pas des enjeux de développement. Pour eux, cela incombe aux professionnels des médias. Ils les considèrent plutôt comme des enjeux de gestion des pro-

jets, des préoccupations subalternes, en cantonnant les problématiques de communication à des problèmes de type interrelationnel relativement banals et ne justifiant sauf cas exceptionnel d'aucune compétence ou attention particulière hormis le bon sens et la capacité de s'adapter aux circonstances.

3. Discussion :

Le développement local participatif tire son sens et sa substance du partenariat État Commune et développement. Cela impose un certain nombre d'exigences parmi lesquelles l'engagement et l'implication. L'engagement du public englobe le recours aux comités consultatifs dans les initiatives de développement, les sondages, les réunions publiques, pour la priorisation des projets et l'arbitrage en cas des conflits. À mesure que l›instruction s›améliore accompagnée d›une certaine ouverture d›esprit et la contribution de nouveaux moyens de communication qui fait du monde un village planétaire, les populations demandent à être impliquées dans les décisions touchant à leur existence, à leur milieu de vie. Cleveland l›a clairement démontré «*La connaissance* a dit Bacon, c'est le *pouvoir* «. C'est ce qui explique la propagation du savoir. La dissémination des savoirs se trouve ainsi facilitée entrainant la destruction du contrôle centralisé de l'information, ce sous bassement essentiel du centralisme décisionnel. La participation n'est donc plus une fantaisie, mais un enjeu majeur, un impératif social compte tenu de l'évolution de notre société qui se veut démocratique. La démocratie est une politique vécue sur le mode participatif, car elle renvoie à l'autogestion exercée par les citoyens. D'où l'exigence pour l' État de revoir les procédures de prises de décisions et les mécanismes de mise en œuvre des mesures retenues. Cette démarche contribue à renforcer la citoyenneté des populations de cette région et permet un meilleur réseau de communication en amoindrissant les critiques, en élevant le niveau d'instruction et de mondialisation.

Pour assurer la participation des populations, une source de vitalité et d'innovations, il est important de connaitre les facteurs réducteurs de la participation communautaire avant d'en proposer des solutions. Celles-ci révèlent des confrontations, des échanges et des synthèses nouvelles qui ne sont possibles qu'à la suite de la mise en place d'un modèle participatif, assorti d'une stratégie IEC (Information, Éducation, communication)[21].

3.1. Les facteurs réducteurs de la participation communautaire :

L'on retient dans cette rubrique l'analphabétisme, la famine, la culture et l'extrémisme violent.

L'analphabétisme des populations

L'analphabétisme est l'état des personnes qui ne savent ni lire, ni

21 Information, Education, communication

écrire. Malheureusement les cas y sont légion. Tout ce qui relève de la lecture ou de l'écriture est malvenu. Les questionnaires se transforment rapidement en protocole d'interview. Beaucoup de jeunes deviennent oisifs abandonnant les études lorsque celles-ci commencent à requérir un niveau consistant d'analyses. Or, David Ibeba cité par Magloire Kede Onana[22] disait : « *la qualité d'une société dépend en grande partie de la qualité et de l'importance accordée à l'éducation dispensée aux jeunes* ». L'école coranique y est très répandue malgré le fait qu'elle soit la matrice de l'apprentissage à la mendicité. L'école occidentale semble hermétique dans les mentalités et par conséquent inaccessible pour beaucoup, d'où le besoin de rechercher des traducteurs locaux dans la majorité de nos échanges.

-La recherche de la pitance journalière :

Les inégalités sociales ont favorisé la catégorisation d'une couche sociale dite vulnérable. Celle-ci se trouve à la marge des activités de production et d'accès aux ressources. On y retrouve des jeunes désœuvrés, des chefs de famille peinant pour répondre aux besoins de leur famille, des orphelins, des veuves qui n'ont pas accès aux moyens de production pour espérer un quelconque gain. Le phénomène d'urbanisation en cours, l'on voit s'ériger le développement de quelques corps de métiers à savoir les petits commerçants , les maçons, les charpentiers, les bouchers, les moto taximen, les cordonniers, les soudeurs, les pousseurs, les photocopieurs … Ceux-ci sont plus occupés à rechercher leur pitance que de se préoccuper des problèmes de développement. Ils ne consentent pas à participer à une quelconque réunion ne sachant pas ce que cela pourra leur rapporter. Le défi est de ramener la pitance à la maison chaque soir, bref de quoi nourrir la famille.

- Le poids de la culture :

L'homme est essentiellement un être de culture. Celle-ci permet à l'homme de s'adapter à son milieu mais aussi d'adapter le milieu lui -même, à ses besoins, à ses projets. Elle comprend les connaissances, les croyances, l'art, la morale, le droit, la coutume. C'est ainsi que les différentes cultures en exercice sur le terrain s'entrechoquent souvent et rentrent en conflit. C'est le cas du conflit arabe Choa et Mousgoum. Le 5 décembre 2021, le Département du Logone et Chari a été le théâtre d'affrontements entre les éleveurs arabes Choa et les agriculteurs Mousgoum, occasionnant dans la foulée plus de 44 décès et de nombreux déplacés. Le différend serait parti d'un terrain agricole pour se généraliser. L'on note aussi comme facteur réducteur la place donnée à la femme qui n'est pas enviable. Celle-ci est considérée comme inférieure à l'homme et n'a pas droit au chapitre en termes d'avis, de partage ou de considération. Elle doit d'ailleurs prendre la peine de se déchausser chaque fois qu'elle vient à traverser un regroupement d'hommes rassemblés pour un deuil par exemple.

22 Magloire Kede Onana, le droit à l'éducation en Afrique, Paris, l'Harmattan

- L'extrémisme :

La modernisation et l'urbanisation progressive de la région de l'extrême-nord engendrent un mouvement anti-modernité, ainsi occidental. En fait, une catégorie de la population composée en majorité de patriarches conservateurs considère cette modernisation comme une invasion de l'école occidentale ou de la religion chrétienne. C'est la raison pour laquelle l'on peut observer un certain manque de tolérance, d'où la montée de l'extrémisme. C'est ainsi que certains de leurs adeptes en majorité les jeunes, rejoignent les rangs de la secte terroriste Boko-Haram depuis 2009.

Après avoir fait le tour des facteurs qui entravent le décollage de ce concept nouveau de participation populaire, il convient de proposer des solutions de remédiation à la situation.

3.2. L'approche participative :

L'approche participative a comme idée centrale la participation des personnes visées par le processus de développement et intègre l'identité culturelle des communautés locales, la démocratie et la participation de tous à tous les niveaux. Paulo Freire[23] qui a largement contribué à cette approche pense cela comme le droit de tout peuple à s'exprimer individuellement et collectivement.. Quatre niveaux de participation sont donc à retenir dans ce contexte : la participation dans la conception ou prise de décision, l'exécution, l'évaluation, les avantages. Les populations doivent prendre part à l'élaboration du projet, des idées, des critiques en décidant de la mise en forme finale du projet. Ce sont elles qui savent le mieux ce dont elles ont besoin par ordre de priorité. Nonobstant les contraintes que cela suppose, c'est cette forme de participation qui implique davantage la population. La contribution de la population se tourne aussi vers l'exécution de certaines tâches et la responsabilisation de celle- ci. La participation des populations dans l'évaluation consiste à requérir leur avis quant au déroulement du projet une fois implémenté et les aider à en profiter pleinement.

3.3. La stratégie IEC :

Les outils africains de communication, les médias traditionnels et numériques, clés de l'éducation au développement sont une urgence. La communication interpersonnelle, locale traditionnelle, ne suffit pas. Les radios Échos des Montagnes de Mokolo, Le Bon Berger de Kaélé et Dana de Yagoua pour ne citer que celles-là doivent être mises à contribution pour cela. Au lieu des actions éparses et intermittentes de communication comme cela est le cas jusqu'aujourd'hui, il est requis ici un plan soutenu de communication pour le développement qui constitue le tableau de bord des actions de communication à mener sur la durée. Il est à noter que jusqu'à présent le réseau internet connait des perturbations en zone rurale, d'où le recours aux radios communautaires,

23 Paulo Freire, 1983, la pédagogie des opprimés, paris, la Découverte

sans négliger la télévision. La stratégie Information, Éducation, Communication trouve ici tout son sens. Les populations doivent être éduquées au développement par des programmes conçus à cet effet. Cela ouvre la voie à l'échange, aux débats, la construction, la compréhension et la promotion d'un lien social durable. Ensuite il faut que chaque organisme de développement mette en place des animateurs, facilitateurs du processus de communication participative. Pour mettre en place une communication participative, il faut que les animateurs soient initiés aux techniques d'utilisation des médias, à la mise en œuvre pratique des projets, aux codes culturels et pratiques des localités à développer. L'utilisation des langues locales et véhiculaires comme le Foufouldé est déterminante pour la réussite de ces projets de développement. Ainsi, « *quand on prend en main son destin et intègre dans sa culture une nouvelle vision de son avenir et se met au travail avec opiniâtreté et persévérance, tout espoir est permis* »[24] selon Amadou Mahtar Mbow.

Conclusion

Ce travail qui portait sur les enjeux de développement dans les communes de Moutourwa, Gazawa ? Mokolo et Mindif s'est focalisé sur la place de la communication dans le partenariat État- Communes et Développement de ces localités. Dans un contexte de décentralisation, il examinait concrètement le degré d'implication et de participation et d'appropriation des bénéficiaires des programmes de développement. Un échantillon de 149 enquêtés a permis d'évaluer le degré de pénétration de ce concept riche et prometteur. À partir des théories culturalistes, cybernétique et de l'organisation communautaire, il a été question de toucher du doigt les avancées et les reculades et les facteurs réducteurs du décollage de ce vaste programme national porté par les organismes précités avant de proposer une stratégie de communication susceptible d'inverser la tendance pour tendre vers des avancées mesurables et profitables à tous.

Bibliographie indicative

Ouvrages :

Atangana (J), 1973, *Chemins d'Afrique*, Yaoundé, Editions Clé. BA (A), 2003, *Internet* cyberespace et *Usages en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

Balle (F), 2003, *Médias* et Société, Paris, Montchrestien.

Bessette (G), 2004, *Communication* et *participation communautaire*. *Guide* pratique de *communication participative pour* le *développement*, Québec, PUL.

Bougnoux (D), 1993, *Sciences de l'information et de la communication,* (Textes essentiels), Paris, Larousse.

Bougnoux (D), 2001, *Introduction aux sources* de la *communication,* Paris, La Découverte.

24 Amadou Mahtar Mbow : Culture et exigences du développement, diversité culturelle et mondialisation, in Isidore Ndaywel. E Nziem et Julien Kilanga Musinde, Mondialisation, culture, Paris, Maisonneuve et La Rose, 2005

Chauveau (JP), LAVIGNE (D.P), *Development participative* , in CLEVELAND (H), 1975, The *twilight* of *hierarchy*: Peculations on the *global Information* Society, Public Administration Review 45.

Diallo (S.C), 1984, *Décentralisation* et *programmes* de développement en *Douala*: attitudes, *comportements* et *opinions*, Thèse de doctorat de troisième cycle, Université de Douala, Cameroun.

Diki-kidiri (M), 2004, *Multilinguisme et politiques linguistiques en Afrique*, in Actes de *colloque international*, *Développement* durable*: leçons et* perspectives, Ouagadougou, AIF.

Ela (J. M), 1990, *Quand l'Etat pénètre en brousse,* Paris, Karthala.

Ela (J.M), 1980, *Le* cri de *l'homme africain: questions aux chrétiens et* aux Églises *d'Afrique*, Paris, L'Harmattan.

Ela (J.M), 1998, *Innovations sociales et renaissance de* l'Afrique *: les* défis du *monde d'en-bas,* Paris, L'Harmattan.

Emmanuel Leroy, 1997, gouvernance et décentralisation, Paris, Khartala,

Francis Balle, *Médias et société*, Paris, Montchrestien

Freire **(**P), 1983, *La pédagogie* des *opprimés*, Paris, La Découverte / Maspero, «Petite Collection Maspero».

Grawitz (M), 1999*, Lexique des Sciences* Sociales, Paris, Dalloz 7eme éd.

Kabou (A), 2005, *Comment l'Afrique en* est arrivé *là,* Paris, L'Harmattan.

Ki-Zerbo (J), 2004, A *quand l'Afrique* ? Paris, l'Aube.

Kuznets (S), 1972, *Croissance* et *structures économiques*, Paris, Calmann-Lévy.

Lallement (M), *Histoire des idées sociologiques*, 1983, Tome 2, De Parsons aux contemporains, Paris , Nathan, Coll Circa

Lasswell (H.D), 1948, *Structures et fonctions de la communication dans la société,* Textes fondamentaux présentés par BALLE (F) et PADIOLEAU (J), 1973, Paris, Librairie Larousse,

Latouche (S), 2004, *Survivre au développement*, Paris, Milles et une nuits.

Le Roy (E), 1997, *Gouvernance* et *Décentralisation,* Paris, Karthala.

Magloire Kede Onana, *Le droit à l'éducation en Afrique*, Paris, l'Harmattan

Maigret (E), 2003, *Sociologie de* la communication et des médias*,* Paris, Armand Colin.

Mendras (H), FORSE (M), 1983, *Le Changement Social: Tendance et Paradigme,* Paris, Armand Colin-Collection U.

Morin (E), 1984*, La sociologie,* Paris, Fayard. NURKSE (R), 1953, *Problems of* capital *formation* in *underdeveloped* university press.

Onana (K.M), 2007, *Le droit* à *l'éducation en Afrique*, Paris, L'Harmattan.

Paulo Freire, 1983, *La pédagogie des opprimés*, paris, la Découverte

Perrou (F), 1969, *L'économie* du XXe *siècle*, Paris, PUF.

Piaget (J), 1998, *La psychologie de l'intelligence*, Paris, Armand Colin, 2cme édition.

Rostow (W.W), 1970, *Les cinq étapes de*

la croissance économique, Paris, Le Seuil.

Tjade eone (M), 1984, *L'audience de la radio au Cameroun; les publics* de *Douala:* Attitudes, *comportements et opinions*, Thèse de Doctorat de 3eme cycle, Paris, IFP.

Tjade Eone (M), 2012, *L'Afrique dans le temps global de la communication*, Yaoundé, édition Clé.

Revues :

Amadou Mahtar Mbow : *Culture et exigences du développement, diversité culturelle et mondialisation,* in Isidore Ndaywel. E Nziem et Julien Kilanga Musinde, Mondialisation, culture, Paris, Maisonneuve et La Rose, 2005

Austry (J), 1974, *Pouvoir, mythes et idéologies* , in Tiers-Monde. CAIRE (G), 1974, *Idéologies du développement et développement de l'idéologie*, in Tiers-Monde, tome 15 n°57.

Chauveau (JP) et Philippa Lavigne Delville, *Développements participatif en* ….. Avec Barbier R. Blondeau Chateauray Nand …

Duperre (M) : *Mobilisation et action collective : Enseignement d'une pratique avancée pour la formation universitaire de 2nd Cycle* ; Université Laval lors du deuxième congrès international

Emile (J), PERROUX (F), 1958, *Théorie générale du progrès économiques*, in *Annales Économies, Sociétés*, Civilisations, 13e année, N 1.

Froger (S), 2005, La *communication participative communautaire au Sénégal,* Mémoire de Master 2 communication scientifique et technique, Université Stendhal Grenoble 3, Sénégal.

Harlem Brun Dtland, *Notre futur commun*, Rapport de la commission des Nations Unies sur l'environnement et le développement, 1987Gro

Herskovits Melville, 1948, *Man and his work* : The science of cultural *anthropology,* New York, A. Knopf

Ibeba (D), 2003, *Le maître*, in Gama Pallande, pour une *éducation à* la mondialité en Afrique, Yaoundé-Cameroun, PUCAC.

Ocde, 1993, *Orientations du* CAD sur le *participatif* et *la bonne gestion des affaires publiques*, Paris, OCDE/GD(93)191.

Unesco, 1990, *Tradition* et développement *dans l'Afrique d'aujourd'hui*. *Introduction à la culture africaine,* Paris, PUF, Coll. n°8.

Walt Whitman Royston 1970 *Les cinq étapes de la croissance économique* Paris le seuil, François Perroux et Jeanne Emile, théorie général du progrès économique in Annales Economiques, sociales, civilisation 13e année N 1 1958.

Références numériques

https://www.persee.fr

https://www.uvu.edu

journals.openedition.org

PNUD, Rapport mondial sur le développement humain de 1992, Bernard Cazes, politique étrangère, vol 58 num 1, 1993, https://www.persee.fr

URL www.banquemondiale.org/

URL:/www.cairn.info/revue-afrique-contemporaine-2007-3-page-403.htm.